

EDITO

Un climat politique incertain, un tour de vis autoritaire sur le budget de France compétences en baisse de 505 millions, voilà les ingrédients qui, avec la loi de 2018 « liberté de choisir son avenir professionnel », et les coupes budgétaires des Régions, achèvent de jeter les GRETA dans la tourmente.

En cette fin d'année, les GRETA sont plus que jamais dans l'incertitude quant à leur avenir proche. Dans de nombreux cas, des personnels, souvent précaires, se retrouvent sur la sellette livrés aux aléas d'un marché de la formation en pleine tempête.

Entre les commandes publiques qui diminuent du fait de la baisse des crédits et les commandes privées qui arrivent au coup par coup sur le court terme, les GRETA, notamment ceux qui n'ont pas opéré de fusion avec des CFA, n'arrivent plus à se projeter dans l'avenir. La concurrence entre organismes de formation et la primauté attribuée à l'apprentissage mettent les GRETA en grande difficultés financières.

Les personnels sont les principales victimes de ce système de plus en plus soumis à la pression du marché. Déconsidérés par le ministère de l'Education nationale, il leur faut réagir pour ne pas voir disparaître un outil formidable au service de la population en matière de formation continue et se retrouver privés d'emploi à leur tour.

AVEC LA CGT EDUC'ACTION, GAGNONS LA MISE EN ŒUVRE DE NOS REVENDICATIONS

Ce qu'ils et elles ont commencé à faire, en ordre dispersé, dans un petit rayon d'action. Il s'agit maintenant de faire grossir cette mobilisation pour permettre de faire entendre leurs revendications. C'est pourquoi, l'intersyndicale nationale a décidé de lancer l'offensive dès la rentrée prochaine et lance un plan d'action dès le 12 septembre pour mettre en place une plateforme revendicative qu'elle portera au plus haut niveau.